



1



TERMES DE REFERENCE
Recrutement d'un (e) Consultant(e) national (e) pour réaliser une analyse anthropologique et sociologique sur la diversité sexuelle et identité de genre en RDC.

| | |
|-------------------------------|---|
| Pays | Rd-Congo |
| Description de la mission | Elaboration d'un argumentaire juridique sur la compréhension, d'interprétation et l'application des dispositions relatives aux mœurs, pudeur et l'ordre public fondé sur l'orientation sexuelle et identité de genre en RDC. |
| Niveau de poste et expérience | Consultant (e) national (e) |
| Intitulé du projet | Initiative pour une Gouvernance Inclusive (IGI)- RDC, 2023 |
| Durée de la mission | 15 jours de travail étalés sur 40 jours calendaires. |
| Orientations | <p>Prière d'envoyer vos propositions (proposition technique et Lettre d'Offre avec une proposition financière) dûment signées à l'adresse e-mail cedhucong.contacts@gmail.com, avec mention de la référence et intitulé du dossier.</p> <p> Votre proposition devra être reçue au plus tard le vendredi 08 septembre à minuit heure de Kinshasa/RDC.</p> <p>Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée. Indiquer intégralement la référence de l'appel d'offres dans l'objet du message.</p> <p>N'hésitez pas à écrire jusqu'au plus tard le vendredi 08 septembre 2023 à l'adresse tamundel79@yahoo.fr pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.</p> <p>Les candidatures féminines sont vivement encouragées.</p> |

1. Contexte et Justification

En République Démocratique du Congo, l'interprétation et l'application des Lois sont fondées sur le principe « **NULLUM CRIMEN, NULLA POENA SINE LEGE** ». On ne peut perdre de vue que ce principe est requis par le bien public et la sécurité des citoyens et impose au législateur de s'exprimer en des termes clairs, le contraire constituant une mise en cause du principe et de l'intérêt protégé. En cas de définitions vagues et imprécises de l'infraction, et le juge ne pouvant pas de lui-même déterminer le fait punissable ou la peine applicable, la bonne interprétation consistera en l'acquittement de l'accusé. Cependant, malgré cette exigence de la précision et de la clarté des termes dans la rédaction de la loi, il arrive qu'une Loi souple ou floue, rédigée en des termes souples ou ambivalents, soit le seul instrument disponible pour faire face

à des situations non-désirables¹. Souvent en matière de poursuites des personnes homosexuelles probablement fondée sur les dispositions relatives aux mœurs, à la pudeur, à l'ordre public, le juge est confronté à ces deux réalités.

Par exemple les dispositions 22 de la Constitution de la RDC garantissent le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion mais sous réserve du respect de la loi, de l'ordre public, des bonnes mœurs et des droits d'autrui, les dispositions 7 de loi régissant les ASBL en RDC stipule les objectifs d'une ASBL ne peuvent pas être contraire aux mœurs ou à l'ordre public, le code pénal contient près de 16 articles relatifs aux violences sexuelles mais aucun ne fait allusion à la pénalisation de rapport sexuel des personnes de même sexe consentantes. Dans un contexte spécifique de lutte contre le VIH, les dispositions 2 point 5 de la loi portant protection des droits des personnes vivant avec VIH reconnaît les hommes ayant le rapport sexuel avec les hommes comme groupe vulnérable et garantie les droits à l'accès aux services de prévention et prise en charge à même titre que l'enfant, la femme, le professionnel de sexe etc.

Il y a donc, un vide juridique sur la criminalisation explicite de l'homosexualité dans l'arsenal juridique congolais. La réunion de trois éléments constitutifs de l'infraction fait défaut pour qualifier les actes et les comportements liés à l'orientation sexuelle (homosexualité) et identité du genre. Toutefois, Il a été signalé que, souvent, les lois comportaient une vague allusion à la « décence » prévue par les dispositions précitées dans l'indicateur des variables des lois punitives) « les actes contraires à la pudeur publique ». Par conséquent, les acteurs étatiques et non étatiques ont tendance à appliquer leur propre jugement moral dans leur traitement des minorités sexuelles.²

C'est dans ce cadre qu'une analyse juridique sur la compréhension exactes et claires sur l'application et usage juridique des dispositions relatives aux mœurs, à la pudeur, à l'ordre public fondé sur l'orientation sexuelle et identité du genre devra être argumenter afin d'outiller les différents acteurs de justice dans l'exercice de leur fonction.

2. Objectif de la mission

Elaboration d'un argumentaire juridique sur la compréhension, d'interprétation et l'application des dispositions relatives aux mœurs, pudeur et l'ordre public fondé sur l'orientation sexuelle et identité du genre en RDC.

3. Résultats attendus

¹ République Démocratique du Congo Parquet Général de la République 2013 interprétation, cassation et annulation en droit congolais, 2013, page 17.

² Christian Rumu, Analyse de la situation des droits humains des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres, et intersexuées et des professionnels du sexe dans la république démocratique du Congo, Editor: Wanja Muguongo, UHAI EASHRI, 2017

Le (la) consultant(e) national(e) sous la supervision de la Clinique juridique CEDHUC fournira deux produits suivants :

1. **Un argumentaire**
Contenant les idées forces juridiques
 - La compréhension, l'interprétation et l'application des dispositions relatives aux mœurs, pudeur et l'ordre public fondé sur l'orientation sexuelle et identité du genre en RDC.
 - Les cas des jurisprudences sur l'homosexualité en RDC existant ;
2. Présenter l'argumentaire à l'atelier de validation et intégrer les feedbacks des participants
3. Produire un rapport final de consultance de 2 pages au plus.

4. Livrables et tranches de paiement

A titre indicatif, les livrables, délais d'exécution et tranches de paiement sont comme suit :

| Livrables /Description | Echéance proposée | Tranche de paiement |
|---|--|----------------------------|
| 1^{er} à la <u>signature du contrat</u> | A remettre 1 mois après la signature du contrat. | 60% |
| 2 ^{ème} livrable : Rapport final avec intégration des feedbacks des lecteurs. | A remettre 1 mois après la validation du rapport de base | 30% |
| | | |

5. Approche :

Le/la consultant(e) identifiera, collectera et analysera les informations provenant de sources primaires et secondaires, notamment :

Recherche documentaire :

- Cadre juridique congolais

- Les ODD
- Les études empiriques comparées sur la diversité sexuelle
- Rapport de base de l'évaluation de base sur l'initiative pour la gouvernance Inclusive en RDC, 2021 du PNUD
- Les rapports programmatiques du projet IGI ;
- Les rapports des programmes santé
- L'Index stigma des populations clés de lutte contre le Sida
- Le Plan Stratégique National de lutte contre le SIDA (PNS) 2020-2023
- Plan d'Action Opérationnel de lutte contre le VIH 2023-2027
- EPU (Examen Périodique Universel) et autres documents relatifs aux droits humains (notamment ceux qui proviennent de HRW, Amnesty, etc.)
- Publications (si disponibles) qui prêtent attention aux questions des minorités sexuelles dans des thèmes plus larges (par exemple, la violence sexiste, la SSR, le développement inclusif, les rapports des cliniques juridiques qui accompagnent les populations clés, etc.)

Entretiens individuels avec les juges, procureurs et les auxiliaires de justice ainsi les doctrinaires juristes ;

- La liste finale des personnes à interviewer avec leur consentement
- Entretien de suivi

5. Qualifications et Expériences requises

Education et expériences

Education :

- Être titulaire d'un diplôme de Licence en Droit ou un diplôme plus élevé en Droit.

Expérience :

- Matrice du cadre légal congolais
- Expérience professionnelle, d'au moins 5 ans, dans le domaine Juridique
- Maîtrise sur la procédure pénale et civile congolaise
- Compétences dans la facilitation de réunions, d'ateliers ou de formations ;
- Bonne expérience de rédaction de document juridique
- Dynamisme, sens des responsabilités, aptitudes à la bonne communication et au travail en équipe.

Langues Requises :

87

8

Les capacités suivantes sont requises des Consultants :

- i. Connaissance pratique du Français.
- ii. Excellentes capacités d'écriture en Français.
- iii. La maîtrise d'au moins 2 langues nationales de la RDC est un atout

6. Documents constitutifs de l'offre

Les consultants intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous :

1. Proposition technique :

- Note explicative sur la compréhension des termes de référence et les raisons de la candidature.
- Brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagées.
- Un CV actualisé, incluant les expériences passées dans des projets similaires, avec au moins trois références ainsi que les copies des diplômes et, si possible, les attestations de bonne fin d'exécution des missions similaires obtenues.

2. Lettre d'offre avec une proposition financière

La proposition financière comportera les honoraires du (de la) consultant (e) (indemnités journalières ne dépassant pas 2000\$)

7. Evaluation

Evaluation

L'évaluation des offres sera assurée par un comité indépendant ad-hoc sur base de l'examen de l'élément constitutif précité selon la compétitivité.

Le marché sera attribué au/à la Consultant (e) ayant présenté le meilleur score combiné sur les éléments suivants :

- Note explicative sur la compréhension des termes de référence et les raisons de la candidature.
- Brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagées.
- Un CV actualisé, incluant les expériences passées dans des projets similaires,

87

8

avec au moins trois références ainsi que les copies des diplômes et, si possible, les attestations de bonne fin d'exécution des missions similaires obtenues

8. Autres information pertinentes

Le (la) consultant (e) retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires sa sécurité et CEDHUC décline de toute responsabilité de sécurité durant le temps de sa prestation

Dr. Rachel NDAYA



Me Serge T.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Me Serge T.", written over a faint circular stamp.